



Déclaration des élus de l'UNSA EDUCATION CTSD du 2 février 2018

L'Unsa-Education constate que, les inégalités scolaires, sociales et territoriales sont toujours trop marquées. Une fois de plus, l'étude internationale PIRLS, qui mesure les performances en compréhension de l'écrit des élèves en fin de quatrième année de scolarité obligatoire, indique que la France se situe légèrement au-dessus de la moyenne internationale mais nettement en dessous de la moyenne des pays européens. Elle montre une nette chute des résultats par rapport à 2011.

L'Unsa-Education rappelle que les élèves testés sont entrés à l'école maternelle en 2009 et ont subi pleinement les effets de la politique éducative de l'ère Sarkozy (programmes de 2008, suppression de postes, réduction de moitié des enseignants spécialisés des Rased, quasi-suppression de la formation initiale et continue des enseignants).

Avec cette première carte scolaire du nouveau quinquennat, la politique budgétaire en matière d'éducation se dévoile. Au budget, nationalement, c'est une dotation positive de 3800 postes dédiés au premier degré qui connaît une forte baisse démographique.

Ces moyens sont très majoritairement destinés à mettre en œuvre le dédoublement des classes de CP en REP et de CE 1 en REP+, ce qui ne sera pas sans incidence sur les conditions d'apprentissage pour les autres élèves et sur les conditions d'exercice pour les personnels non concernés par le dédoublement.

En effet, même si notre département connaît une baisse démographique, le raisonnement purement mathématiques de l'administration en concluant que le Loir et Cher peut amener à la suppression d'une trentaine de postes fait fi de la réalité du terrain.

Et plus particulièrement de la situation des écoles en milieu rural. Dans plusieurs écoles primaires ou RPI visés par une fermeture, la suppression d'une classe va conduire à des triples niveaux, alors que ces écoles accueillent elles aussi des élèves en difficulté.

Dans beaucoup d'entre elles, l'offre éducative se trouvait déjà fragilisées par l'absence de RASED complet.

Le 18/07/2017, Emmanuel Macron déclarait à la conférence des territoires : « En matière d'école et de santé, je ne souhaite pas qu'on revienne en arrière ou qu'on reconstruise ce qui a parfois été détricoté, je souhaite aller à la fois vers plus d'innovation et proposer une évaluation

partagée des besoins. Cette évaluation doit être conduite d'ici à la fin de l'année afin de construire un plan d'action conjoint entre l'Etat et les territoires. Ce qui est sûr c'est que les territoires en particulier les plus ruraux ne peuvent plus être la variable d'ajustement d'économie. C'est pourquoi, d'ici là, en particulier il n'y aura plus de fermeture de classes dans les écoles primaires ».

Que sont donc devenus ces engagements ?

De plus, ce raisonnement s'appuie sur des seuils d'ouverture beaucoup trop élevés et en particulier en maternelle. L'UNSA-Education revendique la baisse de ces seuils. Comment individualiser les parcours, différencier les approches pédagogiques, inclure les élèves à besoins particuliers, insister sur la pratique de l'oral à 31 élèves par classe. Cela relève de l'Impossible !

Par ailleurs, pour l'Unsa-Education, la mise en œuvre des dédoublements est une mesure intéressante mais ne règle pas, à elle seule, la question de la difficulté scolaire.

Le dispositif PDMQDC, apparu à la rentrée 2013, se retrouve sacrifié. Pourtant, les équipes s'étaient appropriées ce dispositif qui visait à renforcer l'encadrement de tous les élèves d'une école (et pas seulement ceux de CP et CE1), tout en permettant de nouvelles pratiques pédagogiques et le plébiscitaient. Une évaluation des effets de ce dispositif aurait été pertinente.

L'Unsa Education regrette une fois encore que l'action politique ne tienne pas compte du temps didactique : toute mise en place cohérente d'une réforme de l'enseignement nécessite un temps plus long que deux ou trois ans !

En conclusion, pour l'Unsa-Education, il faut veiller à garantir à tous une offre éducative de qualité, y compris en milieu rural. Réduire les effectifs des classes maternelles et répondre mieux aux besoins de tous les élèves avec notamment les Rased et le dispositif Plus de maîtres que de classes.

Les élus de l'UNSA Education